

Mauritanie-Perspectives

Observatoire de suivi citoyen du CSLP3

Tevragh Zeina – 59 NOT – BP 2033 Nouakchott

Tel: 45 25 77 84 – www.mp.mr

Assises nationales de concertation et de validation du Rapport de Mise en Œuvre du CSLP III pour l'année 2012 à Atar, les 28 et 29 mai 2013

Sur la base d'une invitation officielle, Mauritanie-Perspectives (MP) a participé, via son projet Observatoire de Suivi Citoyen du CSLP3, aux assises nationales de concertation et de validation du RMO CSLP 2012.

Nous remercions le SE du CSLP pour cette invitation qui inaugure un partenariat et traduit les premiers efforts déployés pour assurer un suivi citoyen du CSLP

Nous partageons avec vous le présent document regroupant les résultats des travaux des 5 groupes de travail sur le RMO2012, restitués en séance plénière, le mercredi 29 mai 2013, à 12h15.

NB :Ce document ne se substitue en aucun cas au document officiel qui sera publié prochainement par le MAED. Les résultats de ces groupes de travail sont exclusivement la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de MP et de l'AECID.



En tant qu'Observatoire de Suivi Citoyen du CSLP3, ont participé :

Le leader du groupe de travail éducation : Baba Cheikh , ONG Etre Transparent

Le leader du groupe de travail santé : Hacen M'Bareck, Association Mauritanienne pour la promotion du droit

Le leader du groupe de travail du PRLP du Brakna : Tahirou Ndongo, ONG Agir pour le Développement Local (ADL)

La coordinatrice du projet Observatoire de Suivi Citoyen du CSLP3(Yousra Cherif)

La personne ressource (Moussa Batchily BA)

Ces personnes ont pris une part active dans tous les groupes mis en place à Atar pour examiner le RMO. Un représentant de l'Observatoire a été sollicité comme rapporteur du groupe 2 portant sur les actions prioritaires (éducation et santé).

Contenu

RAPPORT DU GROUPE I : CROISSANCE ET STABILISATION DU CADRE MACROECONOMIQUE.....	5
Recommandations spécifiques.....	7
Recommandations d'ordre général	8
RAPPORT DU GROUPE II : DOMAINES PRIORITAIRES	9
Méthodologie arrêtée	10
I. Bilan	10
a) Enseignement de base :	10
a) Enseignement supérieur :	11
b) Enseignement originel :	11
c) Santé :	11
d) Hydraulique :	12
e) Développement rural :	12
f) Développement urbain	12
g) Valorisation économique du capital naturel	12
II. Recommandations.....	12
a) Enseignement de base	12
b) Enseignement supérieur.....	13
c) Santé :	13
d) Hydraulique :	14
e) Développement rural	14
f) Emploi.....	15
g) Jeunesse culture et sport	15
h) Politique population	15
i) Accès au service de base.....	15
j) Equité, genre et promotion féminine	16
k) Autres recommandations	16
III. Observations d'ordre général	16
RAPPORT DU GROUPE III : LES DOMAINES TRANSVERSAUX DU CSLP.....	17
I. Bilan	18
1) Remarques générales.....	18
2) Remarques spécifiques	19
II. Perspectives	20
1) Remarques générales.....	20
2) Remarques spécifiques	20

I. Recommandations.....	22
RAPPORT DU GROUPE IV : RENFORCEMENT DES CAPACITES ET BONNE GOUVERNANCE.....	23
I. Observations et recommandations sur le bilan 2012.....	24
II. Observations et recommandations sur les perspectives	26
RAPPORT GROUPE V : SUIVI EVALUATION.....	28
Déroulement des travaux.....	29
Recommandations générales	29
Recommandations spécifiques.....	29
I. Bilan de mise en œuvre	30
1) Les avancées	30
2) Les limites et contraintes	30
II. Perspectives :	31
ANNEXES.....	33
Observatoire de suivi citoyen du CSLP3 : Bilan et Recommandations.....	34
Draft n°1 du bilan du groupe V : Suivi Evaluation	41

RAPPORT DU GROUPE I : CROISSANCE ET STABILISATION DU CADRE MACROECONOMIQUE

Dans le cadre des assises nationales de concertation sur le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté pour la période 2011-2015 organisées les 28 et 29 Mai 2013 à Atar, le groupe 1, chargé de la croissance et la stabilisation du cadre macroéconomique, s'est réuni les 28 et 29 mai à 11h00 dans les locaux du Lycée Technique et Professionnel à Atar.



Dans un premier temps les participants ont élu le bureau suivant :

- Mr Seyid Ould Abdellahi, Secrétaire Général de l'UNPM : Président
- Mr Gueye Oumar, Directeur de la Prévision au MAED : Facilitateur
- Mr Cheikh Baye Ould Beddy, Coordonnateur Adjoint du CMAP : Rapporteur

Après constitution du bureau, le Président a présenté la méthodologie qui consiste à présenter dans un premier temps les réalisations de l'année 2012. Une deuxième partie sera réservée aux perspectives pour l'année 2013-2015.

Après un débat intense et fructueux sur la présentation du bilan et des perspectives, les participants se sont félicités de la qualité du rapport qui l'ont approuvé et ont fait les observations et recommandations suivantes : Les observations ont porté sur des corrections de formes et de données qui seront annexées au rapport officiel publié prochainement par le MAED.

Recommandations spécifiques

1. Impulsion du secteur de la pêche, par le développement des filières, pour augmenter sa contribution en matière de création d'emploi.
2. Développement des activités de transformation dans le secteur minier pour augmenter la contribution du secteur en matière de création d'emploi.
3. Amélioration de la contribution des sociétés minières en matière de formation de la préservation de l'environnement et des activités sociales
4. Elaboration d'audits internationaux pour les sociétés minières sur leurs risques environnementaux
5. Renforcement de la formalisation des services du secteur tertiaire
6. Facilitation aux transporteurs mauritaniens à l'accès aux marchés des pays voisins
7. Réalisation d'une campagne de communication sur les dernières mesures prises par les autorités dans le secteur des transports.

8. Réactualisation et généralisation de l'indice de l'inflation dont la base actuelle date de l'année 2003
9. Simplification et adaptation de la fiscalité aux activités économiques
10. Sauvegarde de l'artisanat par des mesures appropriées (centres de formations, crédit)
11. Impulsion du tourisme suite aux défis qu'il rencontre
12. Accélération du retour du Pays à l'initiative ITIE
13. Impulsion de la contribution du secteur rural par l'accélération du développement des filières
14. Amélioration de l'accès au crédit pour faciliter le financement de l'économie
15. Prise en compte du CDMT lors de l'élaboration de loi des finances
16. Diminution des coûts de facteurs de production pour impulser le secteur privé
17. Codification de l'activité de commerce pour une meilleure organisation des secteurs d'activité économique
18. Prise en compte de la dimension de formation et emploi dans tout projet de développement

Recommandations d'ordre général

- ✓ Distribution des documents à temps pour améliorer la contribution des participants
- ✓ Les rapports des CTS demeurent la source unique du rapport de la mise en œuvre du CSLP

Enfin, les participants ont exprimé leur satisfaction pour l'ambiance dans laquelle sont tenus ces assises ainsi que du niveau élevé du débat des participants.

Fait à Atar, le 28 mai 2013

Le Rapporteur

RAPPORT DU GROUPE II : DOMAINES PRIORITAIRES

Dans le cadre des assises nationales de concertation sur le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté pour la période 2011-2015 organisées les 28 et 29 Mai 2013 à Atar, le groupe 2 , chargé de Domaines prioritaires du CSLP, s'est réuni les 28 et 29 mai à 11h00 dans les locaux de l'hôtel MKT : Méharistes à Atar.

Président du groupe : *Cheikh Ahmed Ould Khalifa, député*

Facilitateur : Mohamed Ould Teghre, conseiller MAED

Rapporteur : Moussa Batchily Ba, consultant, observatoire de suivi citoyen du CSLP, MP

➤ Assistante : Aminetou Javar

Méthodologie arrêtée

1. Validation de la partie bilan pendant la première journée ;
2. Formulation des recommandations en début de matinée de la deuxième journée
3. Validation générale enfin de matinée de la deuxième journée

I. Bilan

a) Enseignement de base :

- manque d'indicateurs de qualité
- Absence de différenciation entre enseignement privé et enseignement public au niveau du document
- Indicateurs d'évolution insuffisants
- Absence d'un taux de déperdition précis dans le rapport ;
- Le rapport ne fait pas mention du fort taux de déperdition scolaire au niveau du fondamental (distinguer entre les niveaux urbain et rural)
- Absence d'exemples illustrant les améliorations qualitatives enregistrées au niveau du secteur éducatif
- Dégradation de certaines infrastructures scolaires
- Nombre insuffisant de cantines scolaires
- Manque de surveillance des élèves au sein de l'école
- Les écoles ne sont pas clôturées
- Forte affluence des enfants vers l'enseignement privé
- Le document ne fait pas ressortir les efforts déployés en matière de gratuité de l'enseignement fondamental
- La sédentarisation anarchique a fortement influencé le système éducatif qui se caractérise par des écoles à structures incomplètes

- La carte scolaire n'est pas respectée notamment en matière d'implantation des nouvelles écoles
- Le document ne fait pas mention du préscolaire

a) Enseignement supérieur :

- Absence de données statistiques par faculté et filière contrairement à l'enseignement de base et secondaire
- Absence d'indicateurs de performance permettant de mesurer les améliorations enregistrées ;
- L'apport des partenaires au développement n'est pas spécifié ;
- Faible niveau d'adéquation des programmes de formation avec les besoins du marché ;
- Forte subordination des disciplines enseignées au profil propre du professeur qui oriente son cours vers son domaine de compétence spécifique, abstraction faite des sollicitudes de l'économie nationale
- Les filières scientifiques ne disposent pas de laboratoires spécialisés

b) Enseignement originel :

- Le document ne fait pas mention des passerelles entre les mahedras et le système formel

c) Santé :

- Absence d'indicateurs de référence permettant d'apprécier les évolutions enregistrées ;
- Le rapport adopte une approche moins positive de l'évolution de la mortalité (les efforts des pouvoirs publics ont permis de diminuer le taux de mortalité maternel passant, de 930 en 1998 à 626 pour 100000 naissances vivantes en 2011, et infanto-juvénile, passant de 122 en 2003 à 78 pour mille en 2011)
- Supprimer le graphique 14 page 48 à cause de la méthodologie utilisée dans les enquêtes MICS qui s'appuie sur la méthode des sœurs, basée sur les résultats de la médiane entre deux enquêtes ;
- Page 49 : Le rapport ne fait pas mention du démarrage de la carte sanitaire nationale géo-référencée ;
- le taux d'accessibilité géographique dans un rayon de 5Km n'est pas spécifié dans le rapport
- Manque de données sur la santé dans le secteur privé
- Absence d'informations sur la CNAM
- le paragraphe relatif à la malnutrition doit être reformulé

- Le document ne fait pas ressortir les partenariats Etats/PTF
- La stratégie sanitaire ne prévoit pas de traitement spécifique aux indigents
- Le rapport ne mentionne pas le rôle de la médecine traditionnelle

d) Hydraulique :

- Le rôle de l'opérateur SNDE n'est pas pris en compte dans le rapport
- Le document ne mentionne pas le rôle de la société civile dans le domaine de l'eau(ONG nationales)
- Les localités traversées par le projet Aftout Sahli ne sont pas desservies en eau potable

e) Développement rural :

- Le paragraphe sur le développement rural est à réécrire en précisant les réalisations par filières avec des statistiques à l'appui
- La question de l'élevage et celle de la pisciculture ne sont pas traitées dans le document
- Les participants saluent l'introduction de la culture du blé en vue de sa généralisation
- Absence des données sur les oasis dans le document

f) Développement urbain

-les interventions relatives à ce volet portent essentiellement sur des recommandations

Le document ne mentionne le mode de gestion concertée des ordures

g) Valorisation économique du capital naturel

La place des ressources naturelles dans le PIB doit apparaître dans tous les documents stratégiques

II. Recommandations

a) Enseignement de base

- ✓ Il faut accorder une importance capitale à l'enseignement de base
- ✓ Mettre l'enseignant dans de bonnes conditions de travail
- ✓ Mettre en œuvre les recommandations des Etats généraux de l'Education
- ✓ Encourager le regroupement des écoles
- ✓ Favoriser les écoles à structures complètes
- ✓ Favoriser la scolarisation des filles avec des mesures incitatives

- ✓ Généraliser les cantines scolaires
- ✓ Favoriser les passerelles entre l'éducation formelle et l'enseignement originel
- ✓ Remise à niveau constante du niveau des enseignants
- ✓ Doter les écoles d'infrastructures et d'équipements appropriés
- ✓ Réduire les effectifs des élèves au sein des classes
- ✓ Garantir une accessibilité géographique des élèves aux écoles
- ✓ Assurer une prise en charge scolaire des enfants (cantines, bourses etc.)
- ✓ Assurer le contrôle et le suivi des enseignants
- ✓ Prévoir dans le programme scolaire l'étude des droits humains et la lutte contre la corruption
- ✓ Réviser les programmes des manuels scolaires
- ✓ Créer des garderies et crèches d'enfants au niveau communautaire
- ✓ Organiser la filière de l'enseignement originel et reconnaître ses attestations
- ✓ Suivi continu de la scolarisation de l'enfant par les parents
- ✓ Promulguer une loi interdisant la violence contre les enfants et les femmes (viols, agressions, harcèlement dans les écoles et au sein des familles)
- ✓ Créer un site internet permettant l'accès à moindre coût aux manuels scolaires
- ✓ Assurer la disponibilité des outils informatiques au sein des établissements scolaires
- ✓ Privilégier l'enseignement à distance
- ✓ Permettre à la société civile d'assurer un contrôle citoyen de la qualité du système éducatif
- ✓ Il faut instituer l'uniforme scolaire au sein des écoles ;
- ✓ Instituer un choix optionnel entre les systèmes d'enseignement public et privé
- ✓ Généraliser le système des cantines en prévoyant des logements pour les filles

b) Enseignement supérieur

- ✓ Mettre en place les sanctions et les récompenses
- ✓ Doter l'enseignement supérieur de laboratoires adéquats
- ✓ Il faut éviter le cumul des fonctions au risque de sacrifier la fonction de l'enseignant à ses nouveaux engagements ;

c) Santé :

- ✓ Il faut garantir la qualité des médicaments
- ✓ Assurer la bonne gouvernance des programmes sanitaires
- ✓ Redynamiser le laboratoire de contrôle de qualité des médicaments

- ✓ Renforcer les structures sanitaires locales de santé
- ✓ Organiser des ateliers régionaux pour la révision de la politique sanitaire
- ✓ Développer les politiques de prévention contre les maladies sexuellement transmissibles
- ✓ Généraliser les latrines dans les établissements scolaires et dans les espaces publics
- ✓ Mettre en œuvre un plan d'Action Unique pour toutes les questions transversales liées à la santé
- ✓ Etendre l'assurance maladie aux parents ascendants de l'assuré
- ✓ Accorder une attention particulière au stockage et transport des médicaments
- ✓ La commande des médicaments doit être assurée par la CAMEC

d) Hydraulique :

- ✓ Il faut accélérer la mise en œuvre du programme eau des wilayas du Nord
- ✓ Il faut sécuriser les infrastructures de l'eau (adduction et stockage)
- ✓ Il faut que le projet « *Aftout Sahli* » puisse desservir les populations situées sur son axe de passage
- ✓ Revoir le prix de l'eau (sondage) et le cahier des charges
- ✓ Accessibilité de l'eau
- ✓ Mettre en place des comités locaux de gestion de l'eau
- ✓ Sécuriser le réseau d'eau (du fleuve, IDINI etc.)
- ✓ Accès des populations riveraines à l'eau des réseaux (pour l'élevage et l'agriculture)
- ✓ Redynamiser le rôle des communes dans la gestion des infrastructures de l'eau

e) Développement rural

- ✓ L'agriculture pluviale doit être subventionnée et la commercialisation de la production doit être facilitée
- ✓ Le Programme de développement Durable des oasis doit être reconduit
- ✓ Le document doit prendre en compte la production laitière du pays
- ✓ Il faut intensifier les campagnes de sensibilisation visant à changer la perception du travail par les populations
- ✓ Le crédit agricole doit privilégier les campagnes de sensibilisation
- ✓ Création de GIE pour la commercialisation, la conservation et le stockage des produits périssables

- ✓ Il faut poursuivre la politique de création des banques de céréales
- ✓ Il faut instituer un contrôle de gestion en impliquant la société civile dans la gouvernance de la sécurité alimentaire(ONG)
- ✓ Il faut instaurer le principe de la récompense et de la sanction pour garantir la qualité du service rendu aux populations
- ✓ Aider les agriculteurs à renouveler leur semence
- ✓ Conseiller les agriculteurs à rembourser leurs crédits de campagnes

f) Emploi

- ✓ Adéquation formation-emploi
- ✓ Encadrer positivement le tâcheronnat (sous-traitance)
- ✓ Création de bureaux locaux au niveau des communes pour l'orientation et l'emploi
- ✓ Adoption d'une stratégie nationale de développement et de la promotion de l'artisanat et révision du code de l'artisanat
- ✓ Construction d'un centre de formation et de sauvegarde du patrimoine culturel
- ✓ Equipement et construction de sièges pour les fédérations régionales de l'artisanat

g) Jeunesse culture et sport

- ✓ Développer les infrastructures de la jeunesse et des sports
- ✓ Concevoir des programmes et espaces de loisirs
- ✓ Favoriser la concertation entre les jeunes
- ✓ Favoriser l'éducation civique et religieuse au niveau des écoles
- ✓ Favoriser et développer les opportunités d'emploi des jeunes et privilégier la mauritanisation des emplois
- ✓ Mettre en place un conseil national des jeunes
- ✓ Concevoir et mettre en œuvre des stratégies de lutte contre la violence

h) Politique population

- ✓ Assurer une bonne planification des programmes en considérant les données démographiques
- ✓ Tenir compte du schéma national d'aménagement du territoire dans la politique de population
- ✓ Promouvoir et développer la solidarité sociale

i) Accès au service de base

- ✓ Assurer un accès universel aux services sociaux de base

j) Equité, genre et promotion féminine

- ✓ Adopter une loi contre les violences faites aux enfants et aux femmes
- ✓ Campagne de sensibilisation sur le changement des mentalités
- ✓ Renforcer l'accès des femmes aux postes décisionnels sur la base de la parité

k) Autres recommandations

- ✓ Former des cadres nationaux sur les techniques de prévention et de gestion de crises (stratégie de contingence et de mitigation)
- ✓ Mettre en œuvre le principe de HAPE (action humanitaire) dans tous les programmes
- ✓ Redynamiser le programme TWIZE
- ✓ Implication de la société civile (les ONG) dans la mise en œuvre de tous les projets

III. Observations d'ordre général

1. La partie perspective du rapport s'attache aux objectifs généraux retenus pour le long terme alors que ce rapport devrait permettre de suivre l'évolution progressive de la réalisation des objectifs globaux.
2. Le représentant de l'observatoire de suivi citoyen du CSLP de « Mauritanie Perspectives » a remis une note écrite sur le bilan en 2012 du CSLP avec des propositions. La note est annexée à ce rapport
3. les acronymes et abréviations doivent être complétés
4. le point Grand A à la page 55 intitulé valorisation économique du capital naturel doit porter le numéro grand G sur la copie française

RAPPORT DU GROUPE III : LES DOMAINES TRANSVERSAUX DU CSLP

Dans le cadre des assises nationales de concertation sur le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté pour la période 2011-2015 organisées les 28 et 29 Mai 2013 à Atar, le groupe 3, chargé des *Domaines transversaux du CSLP*, s'est réuni les 28 et 29 mai à Atar.

Président : Mohamed ould Ely Telmoudy

Facilitateur : Mohamed Yahya ould Lafdal

Rapporteur : Isakha Diagana, Consultant

I. Bilan

Le groupe 3 s'est réuni sous la présidence du prof. Mohamed O. Ely Telmoudy. Il était assisté par Dr Med Yahya oul Lafdal (facilitateur) et Dr Isakha DIAGAN (rapporteur).

Les travaux du groupe 3 ont regroupé une trentaine de participants qui se sont félicité de l'effort de rédaction du rapport de synthèse de la mise en œuvre du CSLP III pour l'année 2012. Ils ont fait remarquer les améliorations au fil des années du document et de son contenu, bien que des coquilles et des imperfections subsistent encore dans le document.

Les thèmes traités dans le groupe ont concerné les domaines suivants :

- Gouvernance territoriale
- Gouvernance Environnementale
- Emploi
- Protection sociale
- Microfinance et Microentreprise
- Genre, Enfance et Politique de population
- Culture, Jeunesse et Sports
- Accès universel aux services de base

Les discussions ont été organisées par thèmes et leur substance est présentée dans le rapport qui suit et structuré en 3 parties.

1) Remarques générales

Les participants ont fait observer les remarques générales suivantes :

1. La répartition libre des participants dans les différents groupes n'a pas été une bonne chose car les discussions sur des thèmes importants ont souffert de l'absence de représentants des administrations concernées ou de personnes ressources reconnues.
2. Les deux parties du rapport n'ont pas la même structure, ce qui ne facilite pas son exploitation.

3. Il fait souvent références aux investissements et aux réalisations, mais rarement aux processus de contrôle et de mise en œuvre des projets et programmes pour en mesurer le niveau d'amélioration et la qualité des services rendus
4. Les références aux projets et programmes ne mentionnent pas toujours les divers appuis des PTFs et des interventions majeures, aujourd'hui en cours, ne sont pas mentionnées.
5. Le rapport de mise en œuvre pour l'année 2012 a souffert du processus de son élaboration. Les synthèses successives (CTS-GTT-RMO) ont parfois vidé les contributions de leurs substances pour présenter des données et des chiffres peu parlants.

2) Remarques spécifiques

Les participants ont fait observer les remarques spécifiques suivantes :

Emploi

- a. Les participants au Groupe 3 ont noté la faiblesse dans l'évaluation des efforts d'insertion dans le rapport. L'emploi est un secteur transversal où la mesure des emplois créés annuellement en dehors du secteur public est encore difficile.
- b. Les données fournies ne donnent pas une idée du niveau de chômage enregistré dans le pays et ne distinguent pas les populations selon le genre ou encore les CSP

Microfinance et Microentreprise

- a. Les participants ont fait observer que le bilan a plutôt mis l'accent sur les réalisations en matière de microfinance,
- b. les actions relevant de la microentreprise ne sont pas suffisamment mentionnées

Culture jeunesse et sports

Le bilan présenté est incomplet. Un effort de présentation est à fournir pour une meilleure répartition des activités retenues au bilan 2012 entre les sous-secteurs de la culture, de la jeunesse et des sports.

II. Perspectives

Ce sont les thèmes examinés lors de la première journée qui ont été discutés au cours de cette séance

1) Remarques générales

Les perspectives énoncées se réfèrent au long terme alors qu'elles auraient dues être affinées pour suivre annuellement la réalisation des actions programmées

2) Remarques spécifiques

Gouvernance territoriale

- ✓ Elaboration d'une stratégie nationale de décentralisation (définition des objectifs à atteindre, du cadre juridique, du statut du personnel communal, etc.
- ✓ Les actions à engager doivent figurer dans un plan d'actions pluriannuel qui fera l'objet d'un suivi régulier
- ✓ Mettre en place des espaces de concertation pour accompagner la décentralisation.
- ✓ l'habitat constitue une dimension importante de la pauvreté. Il est donc nécessaire de promouvoir l'habitat, et en particulier, l'habitat social pour lutter efficacement contre la pauvreté
- ✓ la dispersion des établissements humains a un coup social et économique élevé pour la collectivité et participe à la fragilisation des populations les plus faibles ; l'Etat doit poursuivre et intensifier le programme en cours de regroupement et d'équipement des localités.

Emploi

- ✓ Exploiter au mieux les prochains résultats de l'enquête en cours sur l'emploi et systématiser cette démarche pour affiner la connaissance du secteur. L'amélioration de l'état civil constitue une condition sine qua none pour cet objectif

- ✓ L'insertion professionnelle est l'affaire de tous ; il convient de coordonner les efforts dans ce sens pour une meilleure prise en charge des interventions

Micro-finance et micro-entreprises

- ✓ Le processus de reconnaissance officielle a constitué un blocage pour nombre d'IMFs ; il est nécessaire d'accompagner les IMFs existantes et non agréées pour leur reconnaissance officielle et leur institutionnalisation
- ✓ Elargir l'accès au IMFs en veillant à garantir une équité et une meilleure identification des pauvres
- ✓ En matière d'AGR, une attention particulière doit être accordée aux femmes Chefs de ménages et aux coopératives ;
- ✓ L'appui aux AGRs doit être renforcé par l'allégement des procédures administratives et l'adaptation des montants alloués.

Enfance

- ✓ Une stratégie nationale de protection des enfants (SNPE) a déjà élaborée. Cette stratégie doit être adoptée et mise en œuvre.

Politique de Population

- Accompagner la revue de la conférence internationale population et développement (CIPD) au-delà de 2014 et le post Agenda 2015

Protection sociale

- Adoption et mise en œuvre de la stratégie nationale de protection sociale et l'institutionnalisation de mécanismes de coordination à caractères multisectoriel
- Le gouvernement continuera à améliorer la prise en charge des malades indigents aussi bien au niveau des structures hospitalières nationales que des structures étrangères en cas d'évacuation
- Mise en œuvre du programme résilience des communautés (cash transfert) au niveau du Guidimakha et Assaba pour la phase expérimentale

Culture, Jeunesse et Sports

- Renforcement des structures délégataires de pouvoir (réseau des associations)
- Généraliser et équiper les centres d'écoutes à l'échelle du territoire national

- Poursuivre les programmes de construction/réhabilitation /équipements d'infrastructures de culture, de loisirs, de jeunesse et de sports au niveau des moughataa
- Promouvoir la culture de la cohésion sociale

I. Recommandations

Les recommandations générales suivantes ont été par ailleurs formulées par le groupe :

1. Il convient de préciser les contours de la pauvreté et des pauvres en Mauritanie en renforçant leur connaissance par la réalisation d'enquêtes périodiques ciblées et approfondies
2. Il convient de mieux quantifier l'impact des actions annuelles sur l'emploi des pauvres
3. Organiser, consolider et utiliser la « zakat » comme source de financement pour atténuer les effets de la pauvreté.
4. La version finale du RMO doit être partagée avec les présidents et rapporteurs des groupes pour s'assurer de l'intégration des observations émises par les groupes de travaux

RAPPORT DU GROUPE IV : RENFORCEMENT DES CAPACITES ET BONNE GOUVERNANCE

Dans le cadre des assises nationales de concertation sur le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté pour la période 2011-2015 organisées les 28 et 29 Mai 2013 à Atar, le groupe 4 , chargé du *Renforcement des Capacités et de la Bonne Gouvernance*, s'est réuni les 28 et 29 mai dans les locaux de la DREN à Atar.

I. Observations et recommandations sur le bilan 2012

- Rapport trop résumé
- Il y a un décalage entre les deux versions en arabe et en français
- A vérifier le chiffre 100 journalistes formés en collaboration avec HAPA
- Continuer l'assistance juridique aux personnes démunies
- Toutes les activités du gouvernement contribuent à la cohésion et l'unité nationale
- Le programme de déminage ne fait pas partie de la consolidation de l'unité nationale
- Envoi de documents RMO suffisamment à l'avance aux participants ou leur mise en ligne
- Paix sociale et citoyenneté doivent être enseignées dans les programmes éducatifs
- Restituer les rapports des CTS au sein des ministères pour partage d'infos avec les acteurs
- Plus d'objectivité/transparence dans la désignation des représentants aux réunions et forums
- Promotion de la paix sociale, de la citoyenneté et de la consolidation de l'unité nationale
- La consolidation l'unité nationale passe par l'accès équitable aux ressources, à la richesse et aux services
- Etablir des priorités pour appuyer certaines couches vulnérables : les retraités
- Justice : ajouter vulgarisation à reproduction de 16 codes
- Mentionner les avancées en matière d'avantages offerts aux agents publics pour lutter contre la corruption
- Page 70 : Point b (ii) sur la réforme des marchés publics doit aller en dans le point a
- Renforcement des mesures répressives pour que les auteurs de corruption n'accèdent plus aux postes nominatifs, électifs
- Renforcement des capacités des acteurs économiques à la base dans le cadre de la stratégie de lutte contre la corruption
- Organisation de campagnes de sensibilisation et de dissuasion sur la lutte contre la corruption
- Citer la redynamisation de la commission de transparence financière qui a eu lieu en 2012
- Le terme (action publique) a fait débat au sein du Groupe le remplacer par Action du gouvernement ou activités publiques
- Création d'un Site web pour accès aux informations sur l'action publique qui permet un échange entre acteurs
- Adoption de la loi d'orientation sur la stratégie de lutte contre la corruption
- Réglementer l'exercice des medias et faire respecter le code de conduite et de déontologie

- Elargir le champ de diffusion des radios à la zone rurale et renforcement des capacités des antennes régionales des radios
- Vulgarisation des textes juridiques relatifs à la communication et au contrôle citoyen
- Suivi de l'action des programmes des médias publics, leur renforcement et leur rénovation pour accompagner la mutation profonde
- La communication comme titre ne va pas avec le contenu du paragraphe , vaut mieux mettre Presse et communication
- Amélioration de la formation continue pour les agents publics
- Appliquer l'adéquation poste/profil dans l'accès aux postes de nomination
- Citer le renforcement des organigrammes des wilayas (Conseiller chargé du développement local) et des moughataas (service décentralisation) en appui à la décentralisation
- Lancer un programme pilote de transferts de moyens (déconcentration) accompagné d'un programme de capacitation des communes et des acteurs locaux (entrepreneuriats locaux) dans certaines communes et le faire évoluer progressivement dans le reste des communes
- Vulgarisation des textes régissant l'activité communale aux collectivités locales
- Elaborer un texte exigeant un niveau de scolarité pour l'accès aux postes électifs (maires, députés,)
- Consolidation des acquis en matière d'environnement
- Plus d'efforts pour la réintroduction des espèces végétales et notamment pour la valorisation des espèces de cueillette (produits non ligneux)
- Ajouter les activités de lutte contre les feux de brousse et les incendies
- Ajouter la réalisation de la Revue institutionnelle du secteur Environnement
- Ajouter l'adoption du Statut des forestiers
- il faut des mesures palliatives d'accompagnement et une étude d'évaluation de l'impact de l'opération antiplastique qui a affecté plusieurs couches de la population dont l'activité était basée sur son utilisation (artisans de Henné, etc...)
- renforcement des moyens du Service régionaux de l'Environnement pour renforcer la présence du MDEDD sur le terrain
- Mise à contribution de la protection civile dans la lutte contre les feux de brousse
- réintroduction de l'éducation environnementale dans les curricula scolaires
- l'adoption de la loi cadre sur l'environnement pour prendre en compte les nouveaux défis en matière de gestion environnementale
- Renforcement du contrôle environnemental

- Renforcement de la sensibilisation contre les feux de brousse et autres formes de destruction des ressources naturelles
- Normalisation de l'évaluation environnementale sur les importations (véhicules, autres produits)
- Importance de réalisation de programmes de maintien de l'équilibre écologique
- Citer l'organisme OCHA dans le lexique

II. Observations et recommandations sur les perspectives

- Cohérence entre nomenclature bilan avec perspectives
- Suivi de l'aide aux ONG au même titre que le suivi de l'aide publique pour plus de synergie des efforts
- Répertoire des besoins en développement (hydraulique, barrages et digues aux fins agricoles)
- Réglementation des activités économiques
- Promotion de l'accès aux intrants (semences, engrais, vaccins, aliment bétail) à travers des AGR
- Mettre Rapatriés au lieu de réfugiés
- Assurer davantage d'autonomie à la justice
- Agence Tadamoun doit prendre en charge les problèmes des différentes couches de population cible sur tout le territoire national
- En plus de La stratégie de migration on doit avoir une stratégie d'émigration
- Renforcer la promotion de l'éducation et de la culture démocratique
- Identification d'un mécanisme d'implication du secteur privé dans la promotion du développement local
- Révision du découpage des wilayas, des Moughataas et des communes
- Renforcement de la décentralisation par la création d'un département ministériel
- Renforcer le contrôle et le suivi de l'exécution des dépenses et marchés au niveau communal
- Généraliser les PDL à toutes les communes et prévoir des mécanismes de réactualisation annuelle
- Instaurer un audit annuel des ONG et associations
- Promouvoir la spécialisation au sein de la société civile
- Omission des actions du programme pare-feux ; assainissement et gestion des déchets

- Promotion du rôle et implication des populations dans la lutte contre les feux de brousse
- Mise en place de centre de formation agropastorale dans les wilayas suivant leur vocation
- Programme protection des écosystèmes fragiles (oasis, zones arides et zones humides) et introduction d'espèces adaptées et non nuisibles
- Renforcer les activités de reboisement dans les différentes wilayas proportionnellement à leurs besoins en la matière
- Poursuite desensemencements aériens et promotion de l'utilisation des essences locales
- Mise en œuvre d'un programme de généralisation des GLC à toutes les wilayas à fort potentiel ressources naturelles
- Renforcement des moyens de l'administration, révision/élaboration des statuts
- Promotion d'une culture de complémentarité et de confiance entre le citoyen et l'administration
- Dotation de wilayas de budgets d'investissement en fonction de leur contribution au PIB
- Adopter une répartition équitable des programmes de développement

RAPPORT GROUPE V : SUIVI EVALUATION

Dans le cadre des assises nationales de concertation sur le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté pour la période 2011-2015 organisées les 28 et 29 Mai 2013 à Atar, le groupe 5 , chargé Suivi-Evaluation, s'est réuni les 28 et 29 mai à Atar.

Les 28 et 29 mai 2013 s'est tenue à Atar, les travaux du groupe Suivi et évaluation dans le cadre des assises nationales de concertation et de validation du rapport de mise en œuvre du CSLP III pour l'année 2012, sous la présidence de l'honorable député Mr. Sidi Mohamed Ould Mohamed Val. Le rôle du facilitateur du groupe est assuré par l'honorable député Mr. Mohamed El Moctar Ould Zamel, et celui de rapporteur par Mohamed Ould Brahim.

Etaient présents les personnes dont les noms figurent dans la liste annexée au rapport officiel publié prochainement par le MAED. Ces personnes représentent les principaux services publics centraux et déconcentrés des ministères sectoriels impliqués dans le processus du CSLP, les élus, les PTF et les ONG.

Déroulement des travaux

Après avoir souhaité, la bienvenue aux participants et lu le programme des activités de la journée le Président a lancé les travaux et informé les participants sur le fait que le premier jour des travaux du groupe seront centrés sur la partie bilan d'une année de mise en œuvre du CSLP III. La deuxième journée est consacrée à l'étude et la validation de la partie perspectives du rapport.

Après deux journées de présentations, de discussions et de débats, dans une atmosphère empreinte de sérénité et de responsabilité, les participants ont adopté le volet suivi évaluation du rapport, tout en formulant les observations et les recommandations qui suivent :

Recommandations générales

Sur le plan général, les participants se sont félicités de la pérennisation de cette tradition de concertation élargie autour des différents documents du CSLP, tout en recommandant que ces événements bénéficient davantage de temps, afin de leur permettre de bien étudier les rapports et de mieux préparer leurs contributions.

Recommandations spécifiques

Après un débat fructueux abordant les différents thématiques du suivi évaluation aussi bien au niveau du bilan qu'au niveau des perspectives, les participants se sont félicités de la qualité du rapport et jugé utile de mettre en exergue les remarques et suggestions suivantes relatives aux avancées enregistrées au niveau du SE et les limites et contraintes du SE.

I. Bilan de mise en œuvre

1) Les avancées

L'intérêt du Gouvernement pour le Suivi Evaluation s'est traduit par :

- L'intégration d'un axe dédié au Suivi Evaluation
- La mise en place d'un dispositif institutionnel (les instances technique, de pilotage et concertation) ;
- L'élaboration des outils de reporting et les fiches des indicateurs du suivi et les TDB ;
- L'élaboration d'un deuxième RMO pour le CSLP III.

2) Les limites et contraintes

L'opérationnalisation de ce dispositif reste limitée.

a. En matière de gestion axée sur les résultats

- La faiblesse de l'appropriation de la gestion axée sur les résultats en tant que outil de planification ;
- L'absence d'une analyse sommaire de l'atteinte des résultats avec un accent sur les goulots d'étranglement.

b. Pour ce qui est de la culture statistique

- L'existence des indicateurs non renseignés ;
- L'absence dans le RMO des lacunes en matière de statistiques ;
- L'absence d'évaluation indépendante sur les capacités des producteurs (ONS) et utilisateurs des statistiques (Départements) ;
- La faiblesse de la collecte des informations statistiques;
- La prédominance des indicateurs de processus et l'absence d'indicateurs de résultats dans la matrice des indicateurs des performances.

c. En ce qui concerne la régionalisation du suivi

- Le manque d'appropriation du CSLP au niveau régional et national et par l'ensemble de intervenants (Administration, élus et ONG) ;
- L'absence d'une implication des cellules régionales de suivi dans le processus du suivi et de la mise œuvre du CSLP ;

- Le manque de régionalisation des indicateurs du SE afin de permettre un suivi continu des données statistiques ;
- La faiblesse du rôle des différentes instances de planification au niveau régional.

d. Au niveau de l'application des textes

- L'Insuffisante vulgarisation de la Loi d'orientation du CSLP et ses textes d'application.

e. En matière de suivi financier

- Le manque du suivi financier du plan d'action du CSLP.

II. Perspectives :

En vue de capitaliser les acquis et de lever les contraintes identifiées dans la mise en œuvre du CSLP et pour opérationnaliser le système de suivi évaluation, le Groupe fait les suggestions suivantes :

- Adoption de la Gestion axée sur les Résultats comme approche de planification et de gestion du CSLP pour développer la culture du résultat et de la redevabilité et mener conséquemment des actions de sensibilisation et de formation sur les principes, les concepts et outils de la GRD des intervenants dans le CSLP ;
- Amélioration des mécanismes de coordination des structures concernées par la mise en œuvre du CSLP, pour assurer l'implication effective des différents intervenants dans la mise en œuvre du CSLP (administrations publiques, secteur privé et la société civile) ;
- Renforcement les structures régionales en charge du suivi évaluation pour assurer la remontée de l'information ;
- Renforcement de la capacité en matière de production, de traitement des statistiques des structures qui en ont la charge, notamment, l'ONS et les structures des départements sectoriels et services régionaux

Intégration au rapport les actions relatives à l'ONS et le SNS :

- ✓ Réalisation et exploitation de l'EPCV 2013-2014 ;
- ✓ Réalisation et exploitation du RGPH ;
- ✓ Exploitation des résultats de l'enquête de référence sur l'emploi et le secteur informel ;

- ✓ Rénovation des outils de suivi de l'inflation ;
- ✓ Renforcement du dispositif du suivi de la conjoncture (entreprises commerce extérieur, etc.) ;
- ✓ Amélioration et renforcement de la comptabilité nationale ;
- ✓ Réalisation de l'enquête MICS V en 2014.
- ✓ Renforcement des capacités du système statistique national ;
- Elaboration d'un tableau de suivi ou cadre de rendement de la mise en œuvre du CSLP ;
- Renforcement des structures en charge de la production des informations devant renseigner les indicateurs, principalement les structures régionales de suivi évaluation ;
- Diversification des outils de diffusion et de communication en utilisant les outils de communication (télé, radio, presse écrite) ;
- Actualisation de la loi d'orientation et adoption de ses textes d'application ;
- Introduction d'un plan de suivi des financements du CSLP ;
- Instauration d'une évaluation externe à mi parcours de la mise en œuvre du CSLP ;

Toutes ces interventions ont donné lieu à des discussions riches. Les participants ont soulevé les problèmes qui rentrent dans l'ordre de préoccupation. Ils ont fait les suggestions qui leur paraissent pertinentes.

A 11 heures 00 les travaux du groupe SE des assises nationales de concertation et de validation du RMO du CSLP a été clôturée.

Fait à Atar, le 29 mai 2013.

Le rapporteur du Groupe SE.

ANNEXES

Annexe 1 :

Observatoire de suivi citoyen du CSLP3 : Bilan et Recommandations* en vue des Assises Nationales de concertation et de validation du rapport de mise en œuvre du CSLP III pour l'année 2012

Dans la perspective des assises d'Atar pour examen du bilan CSLP 2012, et à titre contributif, nous formulons les observations et propositions suivantes.

D'abord, nous félicitons l'équipe de rédaction du Rapport de Mise en œuvre (RMO) 2012.

A. Appréciation d'ensemble

Dans le CSLP 3, au plan du suivi et évaluation l'option prise est la gestion axée sur les résultats.

Dans cette optique pour rendre lisible le rapport, il faut partir des matrices des actions prioritaires et des indicateurs de suivi retenus pour en faire une analyse des réalisations, des écarts, en présentant des sources de vérification fiables et peu contestables, y compris les ressources financières utilisées.

Le rapport doit aussi en entrée aborder la problématique de la planification (conformité des planifications sectorielles avec le CSLP 3, difficultés d'accès à l'information, etc.).

Le rapport doit également être accessible au plus grand nombre de mauritaniens.

Pour illustrer cette entrée par les résultats, nous donnons ci-après un exemple sur l'éducation (enseignement fondamental)

Dans le corps du RMO 2012, il est fourni des taux (TNS, TBS, taux de rétention) sans couvrir tous les indicateurs, comme celui de réussite au Bac qui est important. De plus, on ne dit mot sur les sources de vérification.

Si l'on considère la matrice initiale des indicateurs de suivi du CSLP3, on obtient la matrice suivante recomposée par nous, qui peut être utilisée pour le bilan.

*version arabe disponible sur www.mp.mr

EDUCATION (fondamental)

INDICATEURS	Valeur de référence	Cible 2015	Réalisation 2012	Source de vérification	Analyse/observation/recommandation
Taux net de scolarisation au fondamental (TNS)	73%	85%	Pas renseigné		
Rapport filles/garçons au fondamental	102%	100%			
Taux de rétention en fin du cycle fondamental	61%	79%	67,4%	Pas précisé	
Taux de réussite au BAC	17%	30%	Pas renseigné		

Dans les Perspectives 2013-2015 dans le RMO 212, on note un effort louable d'annualisation des indicateurs. Par exemple, le taux de réussite du Bac est annualisé. Dans le RMO 2013, on doit s'attendre à une information documentée (à partir des résultats du bac) si les cibles ont été atteintes (17,20% en 2012 et 21% en 2013).

B. Contrôle citoyen de l'action publique

Il est noté dans le RMO 2012 le paragraphe suivant (citation). La question est de savoir ce qui a été réellement entrepris pour rendre effectif le contrôle citoyen.

Citation : « Les principales réformes juridiques et institutionnelles du cadre régissant les organisations de la société civile ont porté sur les médias et les organisations non gouvernementales en vue de favoriser un réel contrôle citoyen à tous les échelons de la vie publique. Pour les organisations de la société civile et en sus d'une loi concertée organisant les ONG et le monde associatif, en cours de finalisation, les actions programmées s'articuleront autour de : (i) l'élaboration d'un projet de recueil des textes de la société civile; et (ii) l'organisation d'un atelier de formation en planification et gestion et un atelier sur les techniques d'élaboration de rapports alternatifs ».

C. L'approche participative

Dans le RMO 2012, le bilan se focalise sur la participation aux différents réunions et ateliers de validation et dans le même temps il est noté dans le dit rapport « la faible appropriation du CSLP par les acteurs concernés ». Il faut sans doute réfléchir à d'autres modalités d'appropriation et capitaliser

sur des expériences comme celle conduite par Mauritanie-Perspectives (MP) qui a élaboré une version simplifiée du CSLP et du PRLP du Brakna (secteurs éducation et santé), et a organisé des formations sur les outils et a mis en place des modalités de suivi citoyen du CSLP 3.

d) La mobilisation des financements.

Le RMO 2012 note « la faiblesse de la capacité d'absorption des financements mobilisés ». On n'explique pas les raisons et dans le même temps dans les perspectives de 2013-2015, on observe que la grande majorité des actions prioritaires prévues ne disposent pas de financement.

e) Le suivi et l'évaluation

Le RMO 2012 évoque les actions suivantes (citation) sans en donner les détails (Qui ont été formé ? Sur quoi ? Quand ? Comment ?). Le RMO ne traite pas d'actions comme la mise en place d'une base de métadonnées des indicateurs retenus et autres outils de suivi dont le financement était noté acquis dans la matrice opérationnelle du CSLP 3. De même la loi-cadre sur le suivi évaluation n'est pas évoquée.

Par ailleurs, pour le suivi évaluation, des ressources ont été programmées pour l'appui aux acteurs non étatiques, à la société civile et la bonne gouvernance, etc. Le bilan doit porter sur les réalisations de ces volets.

Citation : « (ii) le renforcement des capacités de la direction chargée du Suivi-Evaluation du CSLP à travers: l'identification d'un programme de renforcement des capacités, la mobilisation des appuis auprès des PTFs, le recrutement d'expert pour chaque axe du CSLP et la formation des acteurs impliqués dans le processus de suivi de la mise en œuvre du CSLP».

PROPOSITIONS :

- Produire une version simplifiée du RMO en se basant sur la gestion axée sur les résultats (15-20 pages) :
 - Courte introduction
 - Méthodologie d'élaboration
 - Les axes stratégiques
 - Les leçons apprises
 - Les perspectives

Rédaction simple avec des tableaux simples.

- Diversifier l'approche participative en engageant les ressources de renforcement des capacités des OSC sur des bases largement partagées.

MOUSSA BATCHILY BA, de MP

BILAN ET RECOMMANDATIONS DES GROUPES DE TRAVAIL SUR LE CSLP3

Les groupes de travail sur le CSLP3 sont composés d'ONG et d'associations mauritaniennes actives sur le terrain, dans les domaines de l'éducation et de la santé à Nouakchott et au Brakna. Ces groupes se réunissent en tant qu'Observatoire de Suivi Citoyen du CSLP3 pour faire des observations et des recommandations sur le RMO du CSLP3.

Les recommandations du GT Education pour les assises du RMO à Atar, sont les suivantes :

1. Associer l'Observatoire à toutes les étapes de mise en œuvre et d'évaluation du CSLP éducation
2. Pilotage institutionnel unifié des questions de l'éducation, la formation et l'alphabétisation
3. Reprendre les indicateurs de la matrice initiale du CSLP3 dans le RMO : quelle est la source de vérification des chiffres présentés ici dans ce document ? les données sont étudiées sur la base de quels chiffres (année ?) et statistiques ?
4. Qu'en est-il du taux net de scolarisation ? des taux de réussites à **tous les niveaux** ? les taux de transition à **tous les niveaux** ?
5. Prévoir les charges du suivi-évaluation de l'Observatoire sur le budget du Secrétariat du CSLP /MAED (participation de la société civile).

Les questions, remarques et recommandations du GT Santé pour les assises du RMO à Atar, sont les suivantes :

Questions :

- 1) Où en sommes-nous par rapport aux résultats visés d'ici 2015 pour réduire la mortalité maternelle à 400 décès sur 100000 naissances vivantes ? Nous savons qu'actuellement le taux est de 625/100000 et la même chose pour la mortalité néonatale et infantile
- 2) Est-ce que les indicateurs prévues ont été atteints si non pourquoi ?
- 3) Quel est le résultat actuel en matière d'accès universel des populations aux services de santé de qualité et surtout par rapport au rayonnement de 5 km ?
- 4) Que fait le gouvernement actuellement par rapport à la réponse du VIH/SIDA après l'arrêt des financements du FM ? est-ce que l'Etat ne doit pas financer sur ses propres moyens les actions visant à atteindre cet objectif où comment vous allez faire pour l'atteindre ?
- 5) Est-ce que l'état a répondu à l'appel de Ouaga qui vise à ce que les Etats finance sur fond propre les actions visant à réduire la mortalité maternelle ?

Commentaire :

Nous avons constatés que le rapport est plutôt général et donne des actions futures, nous ne savons pas s'il y aura d'autres exposés qui vont retracer les principaux résultats obtenus, les contraintes et les perspectives. Si la réponse est négative ce que nous avons devant nous n'est pas un rapport c'est plutôt des perspectives où des orientations.

Recommandations :

Nous recommandons que le Ministère implique l'Observatoire de Suivi Citoyen du CSLP3 dans tout le processus de mise en œuvre du CSLP pour nous permettre de suivre de près les actions du CSLP, surtout étant donné que le PNDS est glissant jusqu'en 2020

Créer un cadre de concertation et de suivi entre Mauritanie-Perspectives (initiateur de l'Observatoire de Suivi Citoyen du CSLP3) et tous les groupes de travail (Santé, Education et projet Brakna) tous les 3 mois

- Programmer une rencontre mensuelle de MP et chacun des 3 groupes
- Faire le plaidoyer pour prendre en charge les travaux de suivi et de recherches des 3 groupes
- Produire une grille d'évaluation du travail de suivi des indicateurs des 3 groupes
- Formaliser le travail de chaque groupe et sa relation avec les 3 groupes
- **Introduire et de façon officielle ce processus dans le cadre stratégique national de lutte contre la pauvreté en Mauritanie**
- **Renforcer le cadre d'échange et de communication pour avoir accès à l'information et rendre crédible le travail des 3 groupe et MP.**

COMPOSITION DES GROUPES DE TRAVAIL (par ordre alphabétique)

Groupe Brakna (7)

Action pour le Développement Rural Intégré (ADRI)
Agir pour le Développement Local (ADL)
Association pour le Développement Communautaire
Association pour le Droit de la femme et de l'enfant
Coalition des Organisations Mauritanienne pour l'Education
ONG GLOBE
Réseau des ONG de Développement du Brakna (RODB)

Groupe Education (21)

ADPDH
Appui aux Petites Entreprises et Lutte contre la Pauvreté
ARPRIM
Association d'Appui Aux Femme Mauritanienne
Association De Lutte Contre La Dépendance (Alcd)
Association Mauritanienne pour la Promotion des Nécessiteux
Association pour la promotion de la femme et de l'Enfant (APFE)
Association Pour l'Education et la Santé de la Femme et de l'Enfant (AESFE)
Association pour l'Enfance Déshéritée
Association Transparence et Développement (ATED)
BALAKOSS
Brahim Sidi
Coalition des Organisations Mauritanienne pour l'Education (COMEDUC)
Etre Transparent
Maire de Zouerate
OMASSAPE
ONG "Initiatives pour le Développement" (ONG ID)
ONG ABSER
ONG AMANE (Association Mauritanienne d'Aide aux Nécessiteux)
ONG Elihssane en Faveur de la Protection de la Mère et de l'Enfant
PADHEM

Groupe Santé (16)

AMSME
Association Développement Communautaire et Santé
Association Mauritanienne pour la Promotion de la langue et de la Culture Soninké
Association Mautanienne pour la promotion du droit
Association pour la protection de l'environnement
Association pour le Développement Humain en Mauritanie
Association Santé Mère et Enfant de lutte contre la malnutrition
Comité de Solidarité avec les Victimes de Violation des Droits de l'Homme en Mauritanie
El Ghad Essidi pour le Développement et la Protection de l'Environnement en Mauritanie
MEDCINGO
Medina Faye Espoir (MFE)
ONG AIF
Plateforme des Acteurs Non Etatiques de Mauritanie
Reseau des ONG de Développement du Brakna

Annexe 2 :

Draft n°1 du bilan du groupe V : Suivi Evaluation

Au niveau du bilan :

- L'importance de mener une analyse sur l'exécution et la mise en œuvre du CSLP avant de passer aux perspectives ;
- Donner une appréciation sur l'efficience du SE actuel du CSLP ;
- Voir la pertinence des formats et canvas des rapports CTS et GTT actuels pour permettre un suivi plus régulier ;
- Organiser un focus sur la ville choisie pour abriter les assises régionales ;
- Non opérationnalisation des structure régionales du suivi et les mécanismes de l'évaluation ne ressort pas dans le rapport ;
- Revoir la batterie actuel des indicateurs du suivi ;
- Donner à l'Administration et à l'ONS les moyens afin de mener à bien leur missions ;
- L'existence des indicateurs non renseignés et l'importance de mettre l'accent dans le rapport sur les lacunes en matière de statistiques ;
- Chaque rapport de CTS doit avoir une partie qui traite le volet SE proprement dit ;
- Absence d'indicateurs de résultats dans la matrice des indicateurs ;
- Elaboration et actualisation des fiches des indicateurs du suivi et les TDB ;
- Intégration des nouveaux indicateurs en plus des 74 initiaux (la batterie doit être figée) ;
- Renforcement des capacités des responsables du SE au niveau central (MAED) et Départements (Ministères) ;
- Mener une réflexion sur l'atteint des objectifs du CSLP ;
- L'absence dans le rapport des problèmes liés aux SNS et son dysfonctionnement ;
- Renforcer la culture statistiques dans le pays ;
- Mener une évaluation indépendante sur les capacités des producteurs (ONS) et utilisateurs des statistiques (Départements) ;
- Séparer le suivi de l'évaluation et initier une évaluation indépendante à mi parcours du CSLP III ;
- Il est important de signaler dans la partie bilan du rapport que l'ensemble des rapports des CTS ont été produits ;
- Disponibiliser les rapports des CST lors des assises pour approfondir le débat ;
- Renforcer la collecte et la remonter des informations statistiques et le pilotage régional ;
- Régionalisation des indicateurs du SE afin de permettre un suivi continu des données statistiques ;
- Inscrire l'obligation de résultats pour les instances de pilotage ;
- Manque du suivi financier du plan d'action du CSLP ;
- Vulgarisation de la Loi d'orientation du CSLP ;
- Revoir la situation de référence de quelques indicateurs de suivi ;
- Renforcer le dispositif institutionnel de suivi au niveau régional et les représentations dans l'instance techniques, pilotage et concertation du CSLP ;
- Absence d'une implication des cellules régionales de suivi dans le processus du suivi et de la mise œuvre du CSLP ;



- Manque d'appropriation du CSLP au niveau régional et national et par l'ensemble de intervenants (Administration, élus et ONG) ;
- Redynamisation du rôle des différentes instances de planification au niveau régional ;
- Renforcements de la décentralisation et encourager la mise en place des nouvelles organes déconcentrés ;
- Création d'un groupe parlementaire sur le SE du CSLP.